

## CONSULTATION PUBLIQUE N°2024-08

La Commission de régulation de l'énergie (CRE) consulte les acteurs de marché.

# Réponse de l'AFIEG à la consultation publique du 3 juillet 2024 sur une proposition de règles prudentielles pouvant s'appliquer aux fournisseurs d'électricité et de gaz naturel

## 1. Liste des questions

Question 1 : Etes-vous d'accord avec les principes généraux exposés par la CRE ?

Question 2 : Identifiez-vous d'autres outils prudentiels que la CRE devrait mobiliser pour mieux répondre aux spécificités du marché français ?

Question 3 : Sur la différenciation entre les types de consommateurs, êtes-vous d'accord avec l'analyse de la CRE ?

Question 4 : Etes-vous d'accord avec la définition des offres entrant dans le périmètre de contrôle proposée par la CRE ?

Question 5 : Etes-vous d'accord avec la proposition de la CRE, à savoir la mise en place d'un double contrôle portant à la fois sur un contrôle ex-post et un contrôle prévisionnel des obligations de couverture ?

Question 6 : Un contrôle au pas de temps annuel vous semble-t-il suffisant ? Un contrôle semestriel pour couvrir chaque saison serait-il davantage approprié ?

Question 7 : Partagez-vous l'analyse de la CRE concernant les périodes d'évaluation des couvertures ?

Question 8 : Partagez-vous l'analyse de la CRE concernant le dimensionnement des obligations minimales de couverture ?

Question 9 : En vous appuyant sur des analyses quantitatives étayées dans la mesure du possible, partagez-vous la prise en compte du risque d'attrition telle que proposée par la CRE ?

Question 10 : Partagez-vous l'analyse de la CRE sur les prérequis nécessaires pour chaque moyen de couverture explicité ?

Question 11 : Pensez-vous pertinent d'adapter les niveaux d'obligation pour couvrir les risques inhérents à chaque produit de couverture ?

Question 12 : Estimez-vous utile de prévoir la possibilité d'appliquer un taux d'abattement graduel, plutôt que de rejeter les couvertures offrant un degré de fiabilité insatisfaisant ?

Question 13 : Identifiez-vous d'autres types de produits susceptibles de remplir l'obligation de couverture ?

Question 14 : Quels indicateurs financiers sont suivis régulièrement au sein de votre société pour évaluer la capacité à résister aux aléas de votre activité ?

Question 15 : Les éléments comptables et financiers qui seraient collectés par la CRE permettent-ils à votre sens d'évaluer correctement la capacité financière de la société à résister aux aléas ?

Question 16 : La liste des risques spécifiques à l'activité de fourniture proposée par la CRE vous paraît-elle

Question 17 : Partagez-vous les mesures organisationnelles (gestion des ressources humaines et gouvernance), proposées par la CRE ? Etes-vous d'accord avec les principes généraux exposés par la CRE ?

### Question 1

Etes-vous d'accord avec les principes généraux exposés par la CRE ?

### Réponse

A titre préliminaire, l'AFIEG soutient le principe de la mise en place d'obligations prudentielles pour les fournisseurs liée à la couverture des besoins clients en portefeuille. En revanche, l'AFIEG insiste sur le fait que les règles prudentielles de couverture ne doivent pas chercher à fermer tous les risques volume, sous peine de renforcer par ailleurs les risques financiers du fournisseur. Par ailleurs, l'AFIEG souligne l'approche dissymétrique de la présente proposition, en ne retenant que l'approvisionnement : il convient également de prendre en compte les livraisons qui sont faites à des clients en risque de défaillance pour équilibrer le tout et éviter les risques de sur-couverture.

L'AFIEG rejoint la CRE dans les principes généraux qu'elle expose. Cependant, nous suggérons de renforcer le caractère "en entonnoir" de l'application de ces principes. Notamment, il serait pertinent de faire intervenir la politique de gestion de risque (principe 3) comme critère supplémentaire de bascule dans le "cas 1" ou le "cas 2". Ce niveau de gestion de risque serait formalisé par un grade objectif et prévisible.

En effet, il convient qu'une résilience forte du fournisseur et une politique de gestion de risque appropriée puisse effectivement assouplir l'obligation de couverture et le fournisseur doit pouvoir avoir la garantie qu'une souplesse sera effectivement accordée si les critères de résilience sont remplis (par exemple en se concrétisant par une application non-systématique des *stress test*).

Par ailleurs, l'AFIEG appelle à prendre en compte dans l'évaluation de la politique de gestion de risque (principe 3) la manière dont le fournisseur appréhende et gère les risques liés à la sous-consommation de son portefeuille (thermosensibilité côté BtoC/tertiaire, risque de défaillance du consommateur côté BtoB ou encore les efforts et mise en place de comportements de sobriété).

En règle générale, l'AFIEG appelle la CRE à préciser de nombreux points de la régulation prudentielle qu'elle envisage, afin que tous ses paramètres soient objectivés et anticipables par les fournisseurs.

Concernant le périmètre des règles prudentielles, la directive 2024/1711 ne concernant que la fourniture d'électricité, nous considérons que ce projet de régulation devrait nécessairement limiter son champ d'application au marché de la fourniture d'électricité, ce d'autant plus que la dernière directive (UE) 2024/1788 en matière de gaz n'a absolument pas prévu de dispositions équivalentes (tout au plus son considérant 139 prévoit que *"les États membres devraient pouvoir définir la solidité financière des entreprises de fourniture de gaz naturel comme critère d'octroi d'une autorisation pour la vente, ainsi que la revente, de gaz naturel. Un tel critère devrait être entièrement transparent et non discriminatoire"*).

Par ailleurs, depuis la crise de 2022 liée à la guerre en Ukraine force est de constater que le marché français du gaz n'a pas été affecté par des défaillances majeures de fournisseurs, ce qui rend cette régulation prudentielle moins pertinente pour le secteur du gaz.

Table 1: Number of suppliers exits due to financial reasons in 2021 and 2022

2021&2022	Electricity - supplier exits		Gas - supplier exits		Number of electricity suppliers (2022)	Number of gas suppliers (2022)
	HH	nHH	HH	nHH		
AT	1	1	1	1	58	33
CZ	9	0	15	15	90	99
ES	10	10	0	0	243	139
FI	3	3	0	0	34	8
FR	2	0	1	1	53	13
GB	24	3	25	4	60	55
HR	0	0	3	3	7	10
HU	0	0	0	1	31	2
IE	0	2	2	2	12	9
LT	1	2	0	0	24	35
NL	6	0	6	0	58	59
PT	4	5	1	1	29	18
SI	1	1	0	0	13	12
SK	3	3	3	0	14	20

Source: ACER-CEER MMR2021 and MMR2022, consumer protection and retail markets volume

En outre, il existe déjà de nombreux instruments au niveau européen destinés à réduire le risque d'augmentation des prix du gaz et à garantir la sécurité d'approvisionnement, en particulier les récentes exigences accrues en matière de taux de remplissage des stockages européens.

Ces instruments existent également de manière spécifique pour la France :

- En premier lieu, on peut mentionner l'autorisation de fourniture de gaz qui comprend des reportings très fins sur les approvisionnements, les bilans et prévisions hivernaux ainsi qu'un reporting sur la couverture d'un hiver froid au risque à 2% (couverture d'un risque climatique et d'une pointe de froid tels qu'il ne s'en produise pas plus de deux par siècle, qui est plus exigeant que le minimum fixé réglementairement au plan européen dans le règlement (UE) 2017/1938 à savoir la couverture d'un « risque 5% », qui plus est calculé sur une moyenne plus longue : sept jours dans le règlement européen contre trois jours pour le texte français).

- En deuxième lieu, la France dispose d'une régulation du stockage qui a fait ses preuves. Depuis la mise en œuvre de la réforme du stockage de 2018, le taux de souscription des capacités de stockage est resté très élevé (entre 93% et 100%) et le filet de sécurité n'a encore jamais été déclenché. Ceci a été rendu possible car les modalités d'enchères ont permis de refléter la valeur « marché » des capacités de stockage. Rappelons que le filet de sécurité comprend deux volets, l'un géré par les stockeurs, l'autre par les fournisseurs au-delà du talon de 20 TWh.

- Enfin, l'écosystème des terminaux méthaniers dont la France est dotée ajoute un niveau de sécurité significatif.

Au final, l'AFIEG estime que l'extension des obligations prudentielles au gaz, outre son assise juridique faible sur le plan communautaire, est déjà satisfaite par d'autres instruments. A minima, cette éventuelle extension nécessiterait une consultation spécifique notamment au regard de la tendance structurelle à l'électrification et à la diminution de la consommation de gaz qui accroît le risque de sous-consommation dans le portefeuille du fournisseur.

## Question 2

Identifiez-vous d'autres outils prudentiels que la CRE devrait mobiliser pour mieux répondre aux spécificités du marché français ?

### Réponse

L'AFIEG n'identifie aucun outil prudentiel autre que ceux proposés par la CRE (règle de couverture, indicateurs financiers, politique de risque) qui ne créerait pas de barrière à l'entrée sur le marché français de la fourniture.

### Question 3

Sur la différenciation entre les types de consommateurs, êtes-vous d'accord avec l'analyse de la CRE ?

#### Réponse

L'AFIEG rejoint en principe la CRE dans son analyse sur la différenciation entre les types de consommateurs, lesquels font l'objet de stratégies de couverture différentes (*back-to-back* contre approvisionnement continu sur une base statistique).

Cependant, il apparaît difficile pour les fournisseurs d'associer leurs volumes d'achat spécifiquement à chaque segment de consommateurs (le pas de sourcing est au MW). Cette difficulté a été rencontrée notamment dans le cadre des déclarations pour les boucliers tarifaires et amortisseurs. Il serait utile pour les acteurs d'obtenir une méthodologie d'affectation des volumes d'achats définie par le régulateur.

De plus, il semblerait plus judicieux de distinguer les types de consommateurs selon l'existence de frais de résiliation anticipée (IRA) et la nature de leur contrat plutôt que selon la puissance souscrite ( $\leq$  36 kVA). L'AFIEG souligne également que la formulation d'offres pluriannuelles à prix fixe, dont la robustesse est en partie l'objet de la présente consultation, repose sur la capacité du fournisseur à appliquer des indemnités de résiliation anticipée (IRA). L'imposition de règles prudentielles de couverture et le contexte de marché rasséréné sont l'occasion de permettre aux fournisseurs d'appliquer des IRA sur le marché de masse (petits professionnels et résidentiels) :

- Le développement de ces offres protégerait les petits consommateurs des variations des prix de gros
- Les offres à engagement seraient plus compétitives, puisqu'elles n'intégreraient pas de prime de risque liée au risque d'attrition du portefeuille
- Les consommateurs resteraient libres de choisir une offre avec ou sans engagement au moment de la souscription
- Ce type d'offres pourrait être couplé avec la mise à disposition d'outils de gestion de la consommation (type thermostat connecté).

De la possibilité d'appliquer des IRA sur le marché de masse pourrait venir la précision de l'encadrement des IRA, qui doivent correspondre à la perte économique directe du fournisseur au titre de la résiliation anticipée. Ainsi, la liste des produits de marché qui font l'objet d'une couverture et doit être intégrée dans les IRA pourrait être inscrite dans le code de l'énergie. La mise en place d'IRA sur le marché de masse est rendue possible par l'article 12 de la Directive 2019/944 relative au marché intérieur de l'électricité qui n'a pas encore été transposé en droit français. Évidemment, il serait possible de prévoir des cas où ce type d'offre ne pourrait pas être proposé par les fournisseurs (cas par exemple des consommateurs vulnérables).

L'absence d'IRA sur un portefeuille donné entraîne un potentiel de gains et de pertes conséquents des clients suivant les prix de marché. À ce titre, les fournisseurs adaptent leurs couvertures ex-ante de ce portefeuille suivant le contexte de marché. Dans ce cas, une gestion de risque raisonnable peut se traduire en un taux de couverture inférieur à 97%.

### Question 4

Etes-vous d'accord avec la définition des offres entrant dans le périmètre de contrôle proposée par la CRE ?

#### Réponse

L'AFIEG est d'accord avec la définition des offres entrant dans le périmètre de contrôle proposée par la CRE.

### Question 5

Etes-vous d'accord avec la proposition de la CRE, à savoir la mise en place d'un double contrôle portant à la fois sur un contrôle *ex post* et un contrôle prévisionnel des obligations de couverture ?

#### Réponse

L'AFIEG est défavorable à la mise en œuvre d'un contrôle *ex post*. Nous ne voyons pas quelle situation à risque pourrait être évitée avec un tel contrôle. L'objectif des règles prudentielles est de prévenir le risque de défaillance des fournisseurs du fait d'une couverture inadéquate. Un contrôle *ex post* nous semble faire peu de sens : si le fournisseur est toujours (i) présent sur le marché et (ii) capable de couvrir des volumes pour les années N à N+3, c'est que sa couverture en N-1 ne l'a manifestement pas mis en difficulté.

Ainsi, l'AFIEG considère que le bénéfice apporté par le contrôle *ex post* est trop limité pour justifier les efforts nécessaires à sa mise en œuvre, tant pour la CRE que pour les fournisseurs qui devront en conséquence développer des méthodes de suivi de la couverture supplémentaires.

De plus, l'AFIEG alerte sur les dates de déclaration envisagées, à savoir le 1er janvier de chaque début d'année. En effet nous craignons un manque de disponibilité tant des données (indisponibilité des données novembre-décembre, et délais reflow) que des équipes à cette date. Il conviendrait donc de décaler cette déclaration au 1er février.

Par ailleurs, un contrôle ex-post prendra en compte les déformations de consommation réalisées. Ceci viendrait entrechoquer les analyses de couverture prudentielle. En effet, les sur-consommations du portefeuille pour les prix fixes et les parts fixées sont gérées en cours d'années avec les produits en day-ahead, intra-day et aux écarts. Cette surconsommation viendrait mécaniquement diminuer le taux de la couverture initialement effectuée.

#### Question 6

Un contrôle au pas de temps annuel vous semble-t-il suffisant ? Un contrôle semestriel pour couvrir chaque saison serait-il davantage approprié ?

#### Réponse

L'AFIEG considère qu'un contrôle au pas de temps annuel est suffisant. Toutefois, un pas semestriel serait éventuellement acceptable et gérable si le contrôle *ex post* était supprimé. Nous considérons en effet qu'une telle fréquence du contrôle pourrait venir « compenser » l'absence de contrôle *ex post*, auquel nous sommes défavorables (cf. réponse à la question 5). En effet, il est plus compliqué de réaliser des grands mouvements de portefeuille tous les trimestres qu'une seule fois dans l'année.

D'un point de vue opérationnel (cet enjeu étant significatif à la fois pour la CRE et les fournisseurs, dans le cadre de cette nouvelle régulation de l'activité des fournisseurs), il semble préférable pour l'ensemble des parties prenantes de rendre plus fin un contrôle réalisé selon les mêmes fondements (*ex ante*) que de multiplier les natures de contrôle (en ajoutant un contrôle *ex post*).

#### Question 7

Partagez-vous l'analyse de la CRE concernant les périodes d'évaluation des couvertures ?

#### Réponse

Tout d'abord, l'AFIEG réitère sa réponse à la question 5 en appelant à ne pas réaliser de contrôle *ex post*.

En dehors de cela, l'AFIEG partage l'analyse de la CRE concernant les périodes d'évaluation des couvertures. En particulier, il semble évident qu'un contrôle de la couverture sur des horizons N+4 et N+5 ne fait pas de sens au regard de la liquidité très limitée voire nulle sur ces maturités.

Sur ces dernières, nous relevons que dans le cas où une offre de moyen terme serait signée, le fournisseur peut pratiquer du « *proxy-hedging* » (aussi appelé *rolling*) consistant à se couvrir avec le produit disponible (i) le plus proche de l'horizon du contrat de fourniture, (ii) le plus liquide et (iii) le plus corrélé au produit (indisponible) correspondant à la maturité du contrat. De telles pratiques, qui relèvent d'une gestion prudente du risque, peuvent aboutir à une illusion de sous-couverture des volumes N+4 et N+5, en réalité couverts *via* les produits corrélés disponibles, « swapés » dès que le produit (CAL+4 et CAL+5 par exemple) est disponible.

### Question 8

Partagez-vous l'analyse de la CRE concernant le dimensionnement des obligations minimales de couverture ?

#### Réponse

L'AFIEG suggère de ne pas discriminer les offres fixes des offres « clics ». En effet, de notre lecture, le critère essentiel pour la catégorisation des offres est la part fixée. Dès lors, il ne semble pas y avoir d'intérêt particulier à différencier la part fixée dans offre à « clics » de la part fixée dans offre à prix fixe ou « bloc+spot ».

Une telle discrimination n'aurait donc pas d'intérêt pour vérifier que le fournisseur a bien sourcé les volumes fixés (clic, offre fixe ou bloc de bloc+spot), et est très complexe à réaliser pour le fournisseur qui réalise un rapprochement entre les volumes fixés dans les offres et l'approvisionnement marché, de façon agrégée et non discriminée par type d'offre.

De plus, l'AFIEG souhaite faire remarquer que la problématique d'indisponibilité des produits (notamment calendaires) peut également apparaître sur des maturités plus proches que le moyen terme, en particulier à N+3. Afin de prendre en compte ce manque de liquidité à certaines maturités, qui force une pratique de *proxy hedging/rolling*, il serait pertinent d'appliquer un taux de couverture minimum cible dégressif selon l'horizon temporel.

Ce faisant, les niveaux de couverture minimale pourraient être les suivants :

- N : 95 % ;
- N+1 : 95 % ;
- N+2 : 94 % ;
- N+3 : 93 %.

L'AFIEG note que la dégressivité proposée du taux de couverture n'est pas linéaire, car l'évolution de liquidité n'est pas linéaire : le CAL+1 et CAL+2 sont bien plus disponibles que le CAL+3

Dans la lignée de la proposition de comptabilisation des proxi-hedging ci-avant, un fournisseur qui aurait une couverture supérieure au taux cible sur une année N pourrait transférer cette couverture supplémentaire sur l'année N+1 et ainsi de suite, sous le format de cascade de couverture.

Par ailleurs, en lien avec notre réponse à la question 1, nous considérons que pour le gaz, l'application de règles prudentielles n'est pas opportune. De surcroît, les taux proposés ici nous semblent inadaptés au gaz, et, si appliqués, ne tiendraient pas compte des caractéristiques de la consommation de gaz marquée par une réduction marquée (attestée s'il le fallait par la récente hausse des ATRT et ATRD) et par une transition vers l'électrification des usages.

### Question 9

En vous appuyant sur des analyses quantitatives étayées dans la mesure du possible, partagez-vous la prise en compte du risque d'attrition telle que proposée par la CRE ?

#### Réponse

L'AFIEG partage le fait que le risque d'attrition doit être pris en compte. Cependant, l'AFIEG suggère que chaque fournisseur puisse justifier d'un taux d'attrition et se le voir appliqué, dans la fourchette de 10 à 20 %. En effet, la stratégie commerciale et la structure du portefeuille sont des variables dimensionnantes dans le niveau de *churn* que subit un fournisseur.

### Question 10

Partagez-vous l'analyse de la CRE sur les prérequis nécessaires pour chaque moyen de couverture explicite ?

#### Réponse

L'AFIEG s'inquiète de l'appréciation discrétionnaire du régulateur au cas par cas, non objectivée ni connue *a priori*, entraîne un risque de dégradation par la CRE des couvertures, sans que le fournisseur puisse l'anticiper. Ceci créerait une incertitude juridique délétère à la bonne application des règles prudentielles.



L'AFIEG souligne la nécessité de respecter la liberté contractuelle d'un fournisseur de négocier avec ses contreparties.

Comme déjà explicité ci-avant, la focale doit être mise sur la gestion des risques de contrepartie tant côté producteur amont que consommateur aval, tout en préservant la liberté de choix des contreparties et des moyens de couverture. Cette vérification de la bonne gestion de ces risques est déjà l'objet du principe 3.

L'AFIEG considère que la solidité financière du fournisseur ou de sa société mère doit être prise en compte dans l'analyse de la capacité du fournisseur à faire face à une défaillance d'une de ses contreparties, qu'elles soient du marché de gros ou signataire d'un PPA. La cible du degré de fiabilité global de la couverture ne peut être la même pour deux fournisseurs qui n'ont pas la même capacité à absorber une défaillance sur une partie de leur couverture.

#### Question 11

Pensez-vous pertinent d'adapter les niveaux d'obligation pour couvrir les risques inhérents à chaque produit de couverture ?

#### Réponse

L'AFIEG estime que la proposition d'adaptation des niveaux d'obligation pour couvrir les risques inhérents à chaque produit de couverture n'est pas pertinente. En effet, les critères de couverture doivent être des critères objectifs quantitatifs et non qualitatifs. Différencier les niveaux d'obligation ou introduire des taux d'abattement selon le produit auquel a recours un fournisseur revient à favoriser un mode de couverture plutôt qu'un autre, potentiellement à la défaveur des produits de couverture ENR.

Par ailleurs, il est primordial de respecter la liberté contractuelle d'un fournisseur de négocier avec ses contreparties. L'accent devrait être mis sur la gestion des risques de contrepartie (qui existent tant côté producteur que consommateur), mais la liberté de choix des contrepartie doit être strictement respectée. Ainsi, l'AFIEG relève que la vérification de la bonne gestion de ces risques est déjà l'objet du principe 3.

Enfin, les obligations de reporting sur les PPAs devraient être allégées dès lors que ceux-ci ne représentent qu'un faible % de la couverture totale des volumes du fournisseur. Cela permettra d'alléger la charge de reporting et évitera de défavoriser les PPAs, utiles à la promotion des énergies renouvelables, face aux autres produits disponibles sur les marchés dont la charge de reporting est moindre.

#### Question 12

Estimez-vous utile de prévoir la possibilité d'appliquer un taux d'abattement graduel, plutôt que de rejeter les couvertures offrant un degré de fiabilité insatisfaisant ?

#### Réponse

L'AFIEG s'oppose à la fois à la possibilité d'appliquer un taux d'abattement graduel et au rejet des couvertures offrant un degré de fiabilité insatisfaisant. Ces dispositions créeraient trop d'incertitudes pour les acteurs et pourraient même créer un risque de sur-couverture. Sauf à mettre à un taux d'abattement symétrique sur la consommation qui présenterait des risques de défaillances similaires au risque de contrepartie sur la production.

#### Question 13

Identifiez-vous d'autres types de produits susceptibles de remplir l'obligation de couverture ?

#### Réponse

L'AFIEG suggère d'également tenir compte des droits de tirage sur des actifs de production en instrument de couverture.

Comme l'a souligné le CEER au sujet des prudential rules , *" it is essential to ensure that regulatory measures designed to enhance stability do not inadvertently hinder market dynamism or discourage competition, both of which are crucial for driving efficiency and innovation."* (Beyond the Crisis | Consumer protection & market measures for better functioning markets).

L'AFIEG insiste sur le fait que la question de la bonne couverture des offres, par des instruments

diversifiés, pose la question essentielle de l'accès des fournisseurs aux capacités de production d'électricité. En effet, le manque de concurrence sur les actifs de production centralisés (en particulier *baseload*) rend l'intégration amont-aval peu accessible, alors même qu'elle constitue une solution de couverture en soi, d'ailleurs légitimement intégrée à la présente proposition de régulation prudentielle.

La fermeture du marché de la production en base a pour conséquence que les fournisseurs concurrents de l'opérateur historique ne disposent pas de moyens de couverture équivalents pour satisfaire au taux cible de couverture (principe 1), *a fortiori* dans un contexte de fin de l'ARENH.

Notons également que les fournisseurs alternatifs ne peuvent se prévaloir de la garantie de l'État qui en tout état de cause confère une solidité financière incomparable (et inimaginable en application du principe de réalité) pour se conformer au principe 2.

Au surplus, concernant la couverture sur les marchés à terme, la CRE relève dans son dernier rapport de surveillance des marchés de gros que la liquidité aux horizons post-2025 s'était améliorée, notamment du fait de la vente sur le marché de gros de volumes auparavant hors-marché car alloués à l'ARENH (100 TWh). Sans nuancer le fait que la liquidité sur les horizons de moyen terme (4 et 5 ans) demeure famélique (en 2028) voire inexistante (en 2029), l'AFIEG accueille favorablement cet apport de liquidité et appelle la CRE et les pouvoirs publics à en tirer toutes les conséquences :

- *d'une part*, il est nécessaire de mettre en oeuvre au plus vite le dispositif de teneur de marché proposé par la CRE dans sa consultation publique sur le fonctionnement du marché de gros et serait rendu possible par l'inscription dans la loi des dispositions prévues à l'article 14 de l'avant-projet souveraineté énergétique, en lieu et place des enchères EDF à la main de l'opérateur historique et dont l'exercice met au jour une forme de refus de vente ;

- *d'autre part*, il est désormais empiriquement établi que la production nucléaire française est un puissant levier pour favoriser la liquidité du marché de gros, au bénéfice de l'ensemble des consommateurs. Il est nécessaire de pleinement mobiliser ce levier en imposant à EDF Production de vendre sur le marché de gros, et à EDF Commerce d'acheter sur ce même marché, avec le co-bénéfice qu'une telle disposition favoriserait la concurrence en rapprochant largement les conditions d'approvisionnement des fournisseurs alternatifs de celles d'EDF.

Plus généralement, l'établissement de règles prudentielles rend encore plus aiguë la question de la position dominante de l'acteur historique sur la production en base centralisée. L'AFIEG s'interroge sur la manière dont la CRE entend neutraliser l'effet de cette position dominante dans le cadre du traitement d'EDF Commerce, lequel n'est toujours pas une filiale.

Enfin, si les mesures précédentes ne pouvaient être mises en oeuvre, il convient a minima d'imposer aux transactions internes d'EDF, entre Production et Commerce, des conditions de durée fermes et similaires à ce qui peut se trouver sur le marché de gros ou des PPA. Il serait en effet trop aisé sinon de respecter les obligations prudentielles au moment du contrôle, et de modifier les transactions internes dans la foulée.

#### Question 14

Quels indicateurs financiers sont suivis régulièrement au sein de votre société pour évaluer la capacité à résister aux aléas de votre activité ?

#### Réponse

En tant qu'association, l'AFIEG n'est pas en mesure de répondre à cette question. Il revient à chacun des membres de communiquer à la CRE les indicateurs financiers qu'ils suivent régulièrement dans le cadre de son activité de fourniture.

D'une manière générale, l'AFIEG considère que l'évaluation de la solidité financière devrait s'appuyer sur des informations comptables et sur la notation du fournisseur par les organismes de notation (ou notation équivalente) sur les marchés, à "l'instant T". En aucun cas en revanche, les plans d'affaires à moyen terme qui relèvent du secret des affaires ne devraient faire l'objet d'une ingérence par une autorité administrative.

#### Question 15

Les éléments comptables et financiers qui seraient collectés par la CRE permettent-ils à votre sens



d'évaluer correctement la capacité financière de la société à résister aux aléas ?

#### Réponse

Il convient que le fournisseur titulaire de l'autorisation de fourniture puisse se prévaloir de la notation financière de son groupe ou d'une garantie maison mère. En effet, les filiales de groupe peuvent avoir des finances interconnectées, et ce afin de mitiger le risque. L'appartenance à un groupe et la mutualisation des risques associée est un élément essentiel de la solidité financière d'un fournisseur.

Autant les informations complémentaires relatives à la trésorerie nous semblent pertinentes ; autant celles relatives au plan d'affaire ne doivent pas être collectées au regard de leur caractère très sensible et évolutif.

#### Question 16

La liste des risques spécifiques à l'activité de fourniture proposée par la CRE vous paraît-elle exhaustive ?

#### Réponse

La liste des risques spécifiques à l'activité de fourniture proposée par la CRE ne nous paraît pas complète. A celle-ci, il faudrait ajouter l'insécurité juridique et réglementaire qui sont supportées par le fournisseur. Ce risque, qui n'est par définition pas à la main du fournisseur, doit justifier une part de flexibilité du régulateur quant au niveau de l'obligation de couverture exigé.

D'autre part, l'achat de volumes spot pour la quantité requise par un fournisseur n'est jamais garantie, et peut exposer alors le fournisseur au risque d'acheter en Intraday ou d'être en écart, avec des conséquences financières potentiellement catastrophiques.

#### Question 17

Partagez-vous les mesures organisationnelles (gestion des ressources humaines et gouvernance), proposées par la CRE ?

#### Réponse

L'AFIEG est opposée par principe à toute forme d'ingérence du régulateur sur l'organisation de la gouvernance ou du recrutement des profils au sein des entreprises. Il apparaît irréaliste de limiter le recrutement des postes de direction à des personnes ayant une expérience dans le secteur de l'énergie.

En premier lieu, la richesse d'une organisation découle de la variété des profils qui la composent (RH, commerce, juridique, finances...). Les postes de direction, plus que tous autres, peuvent être occupés par des salariés qui ne sont pas forcément des experts pointus d'un seul domaine d'activité, mais des personnes ayant fait la preuve dans leur parcours de leur capacité de management d'équipes pluridisciplinaires et de leur capacité d'adaptation et d'analyses stratégiques.

En second lieu des contraintes économiques, techniques et juridiques existent.

D'une part, il arrive que des collaborateurs de fournisseurs d'énergie soient concernés par des clauses de non-concurrence, qui empêchent leur recrutement pendant une certaine durée chez un fournisseur concurrent.

Enfin, l'AFIEG s'interroge sur l'utilisation de ces informations sur la gouvernance par la CRE, et donc la pertinence de les demander.